

## L'AUBE DOREE OU LE CREPUSCULE ?

Le succès (relatif) du parti d'extrême-droite « Aube dorée » aux élections grecques d'avril 2012 a presque éclipsé le résultat principal du scrutin : l'effondrement des forces qui soutiennent la politique d'austérité sauvage (on ne voit pas bien d'autre mot) menée en Grèce au nom du sauvetage de la zone euro. Il est vrai que l'entrée au parlement d'un parti à peu près ouvertement nazi dans un pays qui avait plus que d'autres souffert de l'occupation allemande – et qui y avait aussi résisté plus que d'autres – a de quoi frapper les imaginations.

Il ne faudrait cependant pas que les nazillons de « Aube dorée » soient l'arbre qui cache la forêt : presque partout dans la « vieille Europe », l'extrême-droite a accompli, sous des formes variées, une mutation idéologique qui l'éloigne de cette image caricaturale. Soixante-cinq ans après la fin de la seconde guerre mondiale, l'extrême-droite, dans de nombreux pays, soit a largement renié ses origines fascistes, soit est issue d'une dynamique sans grand rapport avec le fascisme historique. Dans le premier cas, on mettra le parcours du MSI italien de Gianfranco Fini ou celui – toujours en cours – du Front National de Marine Le Pen. Dans le second cas, on peut penser au PVV de Geert Wilders ou aux différents partis populistes de droite en Scandinavie.

Ces partis ont tous en commun – à des titres divers – une épine dorsale idéologique centrée sur le nationalisme et la xénophobie. Mais à d'autres égards, ils sont devenus difficiles à classer ou à cerner. Ils prétendent même parfois se réclamer de valeurs historiquement très étrangères à l'extrême-droite : la laïcité ou le féminisme pour Marine Le Pen, la tolérance sexuelle et un certain philo-sémitisme pour Geert Wilders. Sans vouloir sous-estimer la diversité de ces partis, il semble assez évident que cette mutation idéologique traverse toute l'ancienne « Europe de l'Ouest ». Une telle conjonction s'explique par de nombreux facteurs, mais il est utile d'en pointer quatre en particulier.

Le premier remonte loin : c'est la rupture du « modèle européen » de solidarité sociale, entamée dès les années 70, qui signe, en même temps, l'échec de l'Europe à incarner aux yeux de ses citoyens un projet porteur. Certes, le modèle a plus que de beaux restes : les citoyens européens restent en moyenne socialement les plus protégés du monde. Mais cela a cessé d'être un idéal dans les têtes de ceux qui nous gouvernent. La valeur porteuse, dans le discours aujourd'hui dominant, ce n'est plus la protection mutuelle mais le risque, sans lequel on ne peut saisir les « opportunités ». La valorisation du risque est typiquement un discours de puissants : il a un sens pour ceux qui ont les moyens de perdre beaucoup sans voir leur survie menacée. Etendu à l'échelle d'une société tout entière, il fabrique infiniment plus de « losers » que de « winners », et il distille une angoisse constante devant l'avenir. Cette angoisse débouche facilement sur un mélange détonnant « d'individualisme amoral » (je ne me préoccupe que des moi et des miens, c'est déjà bien suffisant) et de « désir d'entre soi » (tout ce qui est différent est potentiellement une source de danger). Tout cela est pain béni pour les projets nationalistes et xénophobes.

Le deuxième facteur est plus récent et c'est un tour de vis supplémentaire : la prise en mains de l'économie mondiale par la finance – dont on voit aujourd'hui les limites – a un effet profondément délétère sur une valeur centrale dans nos sociétés, à savoir la démocratie. Que représente en effet la démocratie, lorsque la seule latitude laissée aux citoyens électeurs est de ratifier les décisions prises par « les marchés », ou bien d'aller pourrir en enfer. La Grèce est l'exemple par excellence. Dans ce contexte, l'extrême-droite, dans un certain nombre de pays, peut paradoxalement s'emparer de la

rhétorique démocratique et en faire son drapeau : elle refuse, elle, de se laisser dicter les limites de son action politique par une technocratie européenne de moins en moins légitime. Elle peut donc se poser en « véritable expression de la volonté populaire » contre « le système ».

A cela vient s'ajouter le contexte international. L'idée d'un « choc des civilisations » ne correspond à aucune véritable réalité stratégique (songeons que l'Arabie Saoudite, sans doute le plus archaïque des régimes musulmans, est l'allié indéfectible des Etats-Unis et accessoirement d'Israël). Mais elle peut forger un imaginaire collectif puissant : le monde musulman est venu à point nommé pour remplacer « l'empire du mal » soviétique dans le discours « du sens commun ». On peut donc fabriquer un noyau idéologique cohérent qui unifie tous les partis xénophobes malgré leur diversité : « l'autre » par excellence sera l'islam. Cela fonctionne d'autant mieux que ce discours trouve un point d'ancrage dans l'occupation israélienne de la Palestine, que l'on peut – de tous les côtés – « rejouer » fantasmatiquement comme une réplique des croisades. Au sein de ceux qui dirigent la droite européenne (et américaine), Israël est aisément défini comme « le rempart de l'Occident » contre la « barbarie ». L'ancien premier ministre espagnol Jose Maria Aznar a écrit à ce sujet quelques textes extraordinaires.

Ce dernier exemple illustre le dernier facteur : partout en Europe, une assez large frange des élites politiques, médiatiques et intellectuelles a contribué à légitimer le discours xénophobe et à le rendre respectable. Paradoxalement, et de manière un peu effrayante, il semble parfois qu'en Europe aujourd'hui, le racisme vienne plutôt « d'en haut ». L'actualité regorge de trop d'exemples pour qu'on les développe : si on veut un « dérapage », il suffit d'ouvrir son journal ou d'allumer sa télévision. C'est souvent une xénophobie plus stratégique que sincère : on veut être « en phase » avec l'opinion et, ce faisant, bien sûr, on la façonne. Ce n'en est peut-être que plus tragique : certains de ceux-là mêmes qui se posent en féroces opposants de l'extrême-droite mettent toute leur énergie à lui préparer le terrain.

Une telle conjonction de facteurs signifie que l'extrême-droite « reliftée » a encore de beaux jours devant elle en Europe. Cela ne devrait pas faire oublier que les sociétés résistent : en dépit de tout cela, c'est la gauche qui a gagné en France et en Grèce. Cela va redonner du tonus à ceux qui pensent que le pire n'est pas certain.

Marc Jacquemain